

Guerre froide et récit franco-polynésien

CENTRE D'EXPÉRIMENTATION DU PACIFIQUE - Les historiens français présentent souvent l'acquisition française de la bombe nucléaire comme une entreprise solitaire, inscrite dans un récit national glorieux : arme ultime, gage de puissance et de prouesse technoscientifique effaçant la défaite de 1940 selon la volonté du général de Gaulle. Mais expérimenter l'arme oblige à sortir de cet isolement.

Le programme d'essais réalisé en Polynésie française entre 1966 et 1996 par le CEP s'inscrit en réalité dans un réseau d'échanges scientifiques et technologiques transnational, comme le souligne l'historien Itty Abraham à propos de l'ensemble des programmes nucléaires militaires, y compris étatsunien. Cette histoire est donc internationale et transnationale : celle d'un territoire en situation d'impérialisme nucléaire, où la France projette sa puissance par les sciences et technologies nucléaires tout en imposant un rapport de force asymétrique à la Polynésie française. Propagande, surveillance, secret, espionnage et oppositions structurent cette séquence inscrite dans le récit classique de la guerre froide.

DIMENSION TRANSNATIONALE

Entre 1963 et 1966, les architectes du CEP, au premier rang desquels le général Jean Thiry, s'inspirent des installations américaines des Marshall et britanniques de Kiritimati. L'implantation du CEP suppose aussi d'élaborer un dispositif de sûreté pour protéger les populations du danger radiologique et éviter tout contentieux international, dans un cadre scientifique mondial où, comme le souligne la sociologue Soraya Boudia, les normes de radioprotection ne sont pas encore stabilisées au sein de l'AIEA et de l'OMS.

Dans cet environnement transnational, pionnier mais secret, certains Polynésiens ne restent pas passifs. L'action antinucléaire de John Teariki, unique député de Polynésie française, qui cherche à comprendre les risques sanitaires des tirs grâce à son réseau scientifique transnational, révèle la capacité d'action des habitants. Il ne peut toutefois empêcher, seul, la tenue des essais atmosphériques de 1966 à 1974, bientôt confrontés à la pression internationale.

Pour légitimer ses essais atmosphériques, pourtant interdits par les deux puissances américaine et soviétique (traité de Moscou de 1963), et dissimuler l'aide britannique décisive dans la maîtrise de la formule thermonucléaire en 1968, la France déploie sa diplomatie



■ Pour légitimer ses essais atmosphériques, la France déploie sa diplomatie nucléaire à l'échelle internationale et se justifie par l'argument controversé de l'innocuité.

nucléaire à l'échelle internationale. Contestée dès les années 1960 par les pays du Pacifique (Nouvelle-Zélande, Australie, Fidji, Pérou, Chili), elle neutralise les controverses sur les retombées radioactives en livrant ses données scientifiques aux Nations unies. Les rapports de l'UNSCEAR de 1972-1973 restent favorables à la France. Celle-ci justifie ainsi ses essais par l'argument controversé de l'innocuité.

Par les essais, la guerre froide se projette en Polynésie française à travers l'espionnage. États-Unis, URSS, Royaume-Uni et Chine surveillent de près le CEP, par terre, mer et air. À chaque tir, les appareils convergent près de Moruroa et Fangataufa pour observer les essais et prélever des débris radioactifs.

PAROXYSMES DE L'ARGUMENT DE L'INNOCUITÉ

Pendant les essais souterrains, l'absence de retombées radioactives ne signifie pas l'absence de danger pour les travailleurs polynésiens : certains plongeurs, chargés de prélever des échantillons au point zéro, s'exposent à un risque de fuites radioactives. Face aux critiques persistantes, les autorités font face à plusieurs

accidents (explosion de la cuve Meknès, effondrement d'une partie de la couronne de Moruroa en 1979) qui fragilisent l'image d'un savoir-faire maîtrisé.

Ces initiatives n'empêchent pas les émeutes de Papeete du 6 septembre 1995, lors de la reprise des essais par Jacques Chirac après le moratoire de François Mitterrand : l'aéroport est incendié, puis la capitale connaît pillages et incendies. Ces émeutes consacrent la contestation antinucléaire et la fin des essais en 1996.

Vitrine du redressement français, les essais s'inscrivent dans un impérialisme nucléaire qui réactive les luttes anticoloniales en pleine guerre froide. Tâtonnements scientifiques, hésitations sur les seuils d'exposition et lacunes sur les retombées radioactives alimentent les contestations.

L'argument de l'innocuité perdure après l'arrêt des essais (1996-1998) : la DSCEN, créée en 1998, succède à la Dircen et assure désormais la surveillance des sites, révélant l'ampleur du travail scientifique restant à accomplir, notamment en épidémiologie et écologie.

Manatea Taiarui

RECHERCHE TERRAIN ACHAT OU LOCATION

- Surface : 8.000 à 12.000 m²
- Secteur : zone urbaine Grand Papeete (Mahina à Paea)
- Usage : commercial / industriel / stockage
- Timing : disponibilité souhaitée dès que possible

CONTACT : M. Enrique «Quito» Braun-Ortega
Président, SAS SOMAC
Email : braunortega@somac.pf